



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## économies d'énergie

Question écrite n° 81638

### Texte de la question

M. Alain Rodet attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, sur la consommation d'énergie des équipements ménagers. Ainsi, alors que la problématique des économies d'énergie est au cœur des préoccupations actuelles, les statistiques soulignent que les dépenses d'électricité dite spécifique, liées aux équipements ménagers, auraient doublé en vingt ans. Or, selon une enquête menée par l'UFC-Que choisir du Limousin, les consommateurs ne seraient pas réellement incités à acheter les appareils les moins énergivores : sur 168 modèles relevés dans les trois départements de la région, les appareils les plus performants seraient absents des rayons. Par ailleurs, les prix augmenteraient significativement avec la classe énergétique et l'important surcoût entre deux classes ne serait pas compensé par l'allègement attendu de la facture électrique. De fait, les appareils les plus performants sur le plan énergétique seraient délaissés par les consommateurs. En conséquence, il lui demande de lui préciser si le Gouvernement ne pourrait pas étendre à l'électroménager le dispositif du bonus-malus mis en place pour le secteur automobile, conformément aux dispositions déjà envisagées en 2008, ce qui pourrait permettre à terme de diminuer significativement la consommation d'électricité spécifique.

### Texte de la réponse

Agir sur les modes de production et de consommation est une composante stratégique majeure pour orienter l'économie vers plus de durabilité. Parmi les engagements du Grenelle de l'environnement figurent des éléments novateurs en faveur d'une consommation plus durable. C'est notamment le cas de mesures informatives, tel l'affichage des caractéristiques environnementales des produits, ou incitatives d'un point de vue financier, tel le bonus-malus mis en place sur les véhicules particuliers. Le bonus-malus automobile est un bon exemple de ce que peut apporter une mesure d'incitation à caractère économique, dès lors qu'elle est associée à une information simple. Depuis la mise en oeuvre du dispositif, les émissions de CO<sub>2</sub> moyennes des véhicules neufs ont baissé de manière spectaculaire, de 148 gCO<sub>2</sub>/km en 2007 à 132,8 gCO<sub>2</sub>/km en 2009. La France est ainsi aujourd'hui en tête du classement européen en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>/km. Ce succès appelle naturellement la création de nouveaux bonus-malus, sur d'autres types de produits, quand cela s'avère pertinent tant d'un point de vue environnemental qu'économique. Trois conditions doivent être satisfaites pour le choix des produits concernés : le critère retenu pour attribuer le bonus ou assujettir le malus devra être fondé sur une mesure incontestable de l'impact environnemental (émissions de CO<sub>2</sub>, consommation d'électricité) ; le pouvoir d'achat des populations les plus fragiles ne devra pas être affecté par la mise en place d'un bonus-malus. L'électroménager constitue un exemple, parmi d'autres, de cette difficulté particulière : les appareils les plus économes en énergie sont aussi les plus chers. Mettre en place un bonus-malus pourrait, certes, réduire leur prix pour l'ensemble des consommateurs mais aussi profiter en priorité aux personnes les plus aisées, qui les auraient de toutes façons achetés, tandis que les plus faibles revenus se verraient contraints d'acquitter un malus sur l'achat d'équipements de faible efficacité énergétique et dont le coût d'usage est important. Cet effet d'aubaine ne serait pas acceptable. Il convient ainsi d'évaluer précisément la dispersion des prix de vente au

sein de chaque catégorie de produit et de chaque classe énergétique, afin de garantir aux revenus les plus modestes l'existence effective d'alternatives d'achats plus durables à des prix d'achat qui leur soient accessibles ; le dispositif de bonus-malus doit être équilibré budgétairement. Par ailleurs, l'affichage environnemental permet d'orienter efficacement consommateurs, producteurs et distributeurs vers les produits les plus vertueux pour l'environnement, en apportant des données objectives sur les principaux impacts environnementaux des produits. L'étiquette énergie sur les réfrigérateurs, par exemple, s'est révélée un instrument puissant. Elle a permis aux consommateurs d'opter en faveur d'un choix « responsable » mais aussi d'inciter les industriels à faire des efforts pour que leur offre évolue vers les produits les mieux classés et faire disparaître des rayons les produits les moins performants. Son actualisation prochaine au niveau européen devrait permettre de renforcer son impact. Les mesures de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ne pourront que renforcer l'intérêt d'afficher une bonne performance énergétique puisqu'elles imposent l'affichage de la classe énergétique dans toute publicité faisant référence au prix des équipements, et de manière aussi visible et lisible que ce dernier.

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Rodet](#)

**Circonscription :** Haute-Vienne (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 81638

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Écologie, énergie, développement durable et mer

**Ministère attributaire :** Écologie, énergie, développement durable et mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 22 juin 2010, page 6811

**Réponse publiée le :** 21 septembre 2010, page 10290